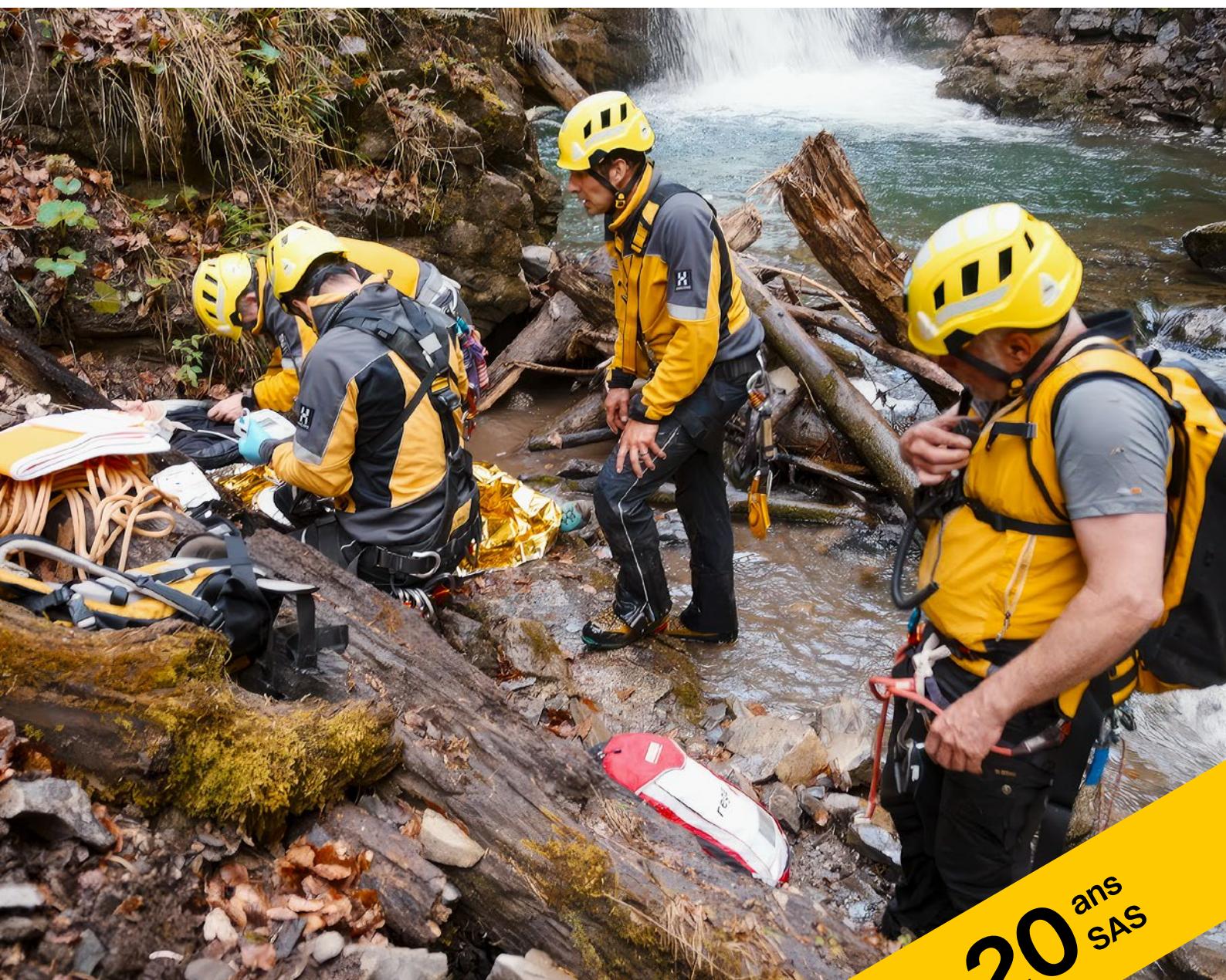


sauveteur



Une fondation de



Club Alpin Suisse CAS
Club Alpino Svizzero
Schweizer Alpen-Club
Club Alpin Svizzer



20 ans
SAS

Sommaire

	Editorial	3
	Organisations partenaires	3
	Anniversaire rond: film	5
	CISA	8
	Droit	10
	Drones	11
		
	Formation	13
	Organisation SAS	15
	Changements relatifs au personnel	15
		
	Point final	16

Couverture : Les secouristes de la station de Sarneraatal démontrent leur savoir-faire dans le film-anniversaire du SAS. Pour tout savoir sur la planification et la journée du tournage côté coulisses, lisez l'article à partir de la page 5.

(Extrait d'image tiré du film du SAS)

Impressum

Sauveteur: Magazine pour les membres et partenaires du Secours Alpin Suisse

Editeur: Secours Alpin Suisse, Centre Rega, case postale 1414, CH-8058 Zurich-Aéroport,
tél. +41 (0)44 654 38 38, www.secoursalpin.ch, info@alpinerettung.ch

Rédaction: Sabine Alder, sabine.alder@alpinerettung.ch, Andreas Minder, a.minder@bluewin.ch

Crédit photographique: Studio 1: Couverture, p. 5, 6, 7; Andreas Schwarz: p. 2, 4; Rolf Gisler: p. 2, 8, 11, 12; Gianluca Volpe: p. 2;
SAS: p. 3, 5, 8, 16; mâd: p. 6, 7, 14, 15; David Bowers: p. 9; Martin Hiller: p. 10; Luzia Schär: p. 11; Niklaus Kretz: p. 13, 14;
éditions WooW Books: p. 16

Tirage: 2900 exemplaires en allemand, 600 en français et 500 en italien

Changements d'adresse: Secours Alpin Suisse, info@alpinerettung.ch

Mise en page: Redefine GmbH, Zurich

Correctorat, impression: Stämpfli Communication SA, Berne

Editorial

Réseau international pour le sauvetage en montagne



Comme chaque automne, la « crème de la crème » du sauvetage en montagne s'est réunie quelque part dans le monde. En octobre dernier, le congrès annuel de la Commission Internationale du Sauvetage Alpin (CISA) s'est tenu aux Etats-Unis, à Jackson Hole, dans le Wyoming (p. 8).

Mais à quoi servent de telles rencontres internationales ? C'est une question que beaucoup de personnes se posent. Et moi aussi, d'ailleurs, en ma qualité de président central sortant de la CISA. Notre travail à l'échelle internationale apporte-t-il une contribution concrète à l'échelon individuel des secouristes ? Aujourd'hui, à l'issue de mon mandat de président de la CISA, je peux y répondre par un oui franc. Elaboration de directives reconnues au niveau international sur les fréquences des radios d'urgence et les détecteurs de victimes d'avalanches (DVA), mise en place de l'échelle internationale de danger d'avalanche ou normes de test pour le matériel de sauvetage comptent parmi les nom-

breuses réalisations avant-gardistes qui étaient alors au premier plan. Aujourd'hui encore, il s'agit d'examiner les normalisations internationales, mais aussi, dans le même temps, de tenir tête, quand nécessaire, aux « monstres administratifs » qui voient le jour et menacent d'entraver l'activité de nos secouristes sur le terrain, au point de les empêcher d'effectuer en priorité leur travail au profit des victimes.

Le sauvetage en montagne jouit, aujourd'hui encore, d'une grande liberté ainsi que d'un réel prestige. En effet, nos sauveteuses et sauveteurs assument des responsabilités lors de leurs missions. Nos équipes sont habilitées à fournir des prestations indispensables sur des terrains exigeants, sans s'appuyer uniquement sur des algorithmes et des check-lists.

Prenons soin de notre mission et utilisons les plateformes à disposition pour copiloter de tels développements au niveau international, afin que nous puissions en profiter au niveau national !

**Franz Stämpfli,
Président du Secours Alpin Suisse**

Organisations partenaires

Mieux connaître les aptitudes et les limites des partenaires de sauvetage

Dans la région karstique de Gamsalp, dans les Churfirsten, spéléologues, sauveteurs en montagne et membres du groupe d'intervention alpin de la police cantonale de Saint-Gall ont, en septembre, réalisé ensemble un grand exercice de sauvetage. Ce test de coopération entre différentes entités s'est avéré probant. Tous les protagonistes tirent un bilan positif.

Le scénario serait digne d'un film: un spéléologue atteint d'une maladie incurable décide de mettre fin à ses jours dans une grotte entre le Chäserrugg et le Gamserrugg. Il y descend muni d'une arme. Sa femme, qui trouve la lettre d'adieu, alerte la police. Ce cas est confié aux Alpinis, le groupe d'intervention alpin de la police cantonale de Saint-Gall - et à la station de secours de Wildhaus-Altendorf. La police et les secouristes associent leurs efforts pour retrouver le spéléologue, d'abord avec des chiens, ensuite avec des drones. Au bout du compte, ils trouvent le sac à dos du disparu au bord d'un puits profond de 50 mètres. Le boyau se poursuit

jusqu'à 170 mètres de profondeur. Il est temps d'intégrer un troisième acteur: un groupe de premiers secours de la région Spéléo-Secours 7, composé de cinq personnes, est mobilisé. La Rega les transporte sur les lieux, matériel de sauvetage compris. Le groupe pénètre dans la cavité et trouve l'homme à environ 80 mètres de profondeur. Il est grièvement blessé, mais a survécu à sa tentative de suicide. Le lendemain, les 30 secouristes de la région 7 se rendent à la grotte pour porter main forte à leurs collègues. Ils commencent par aménager la cavité pour transporter le patient. Au bout d'environ quatre heures, ils parviennent à l'amener sur une civière

spéciale pour spéléologues au fond du puits de 50 mètres. Là, ils le confient aux secouristes de la station de Wildhaus-Amden. Ceux-ci, flanqués du spécialiste technique Médecine Grottes, hissent le blessé jusqu'à la surface à l'aide d'un bipied.

Andreas Schwarz, chef de la colonne 7 de Spéléo-Secours et responsable de l'exercice, a élaboré le scénario avec les Alpinis. « Nous l'avons conçu de manière que le sauvetage ne puisse



Image du haut: Les secouristes ramènent la victime à la surface.

Photo du bas: Vue au fond du puits

réussir que si les secours en montagne, les secours spéléologiques et la police travaillent main dans la main. » Et ils l'ont fait. « La collaboration a très bien fonctionné », déclare Andreas Schwarz - ce qui ne l'étonne pas. La colonne 7 a déjà travaillé à plusieurs reprises avec le Secours Alpin; la coopération avec la police aussi s'est renforcée ces dernières années, notamment dans le cadre de petits exercices communs. Par ailleurs, la mentalité est la même chez tous les membres. « Nous nous comprenons parce que nous sommes tous sur la même longueur d'onde. » Beat Oehler, chef des secours de la station de Wildhaus-Amden, dresse lui aussi un bilan positif: « C'était un très bon exercice, on a bien travaillé ensemble. »

Connaître les autres

Tous les participants racontent que l'exercice leur a beaucoup appris sur les autres, leurs approches et leurs besoins. « Leur technique de cordes est très différente », relève par exemple Beat Oehler en parlant des collègues spéléologues. « Et nous avons réalisé à quel point un sauvetage dans une grotte peut s'avérer long. » Andreas Schwarz a trouvé très instructive la manière dont les secouristes SAS ont sorti du puits la civière spéciale avec le blessé. La procédure était nouvelle pour lui: normalement, le patient n'est confié aux collègues qu'à l'entrée de la cavité, pas à 50 mètres sous terre. « Le bipied a permis de très bien faire passer la civière par-dessus le bord du puits. Avec nos dispositifs, c'est plus laborieux. » Andy Scheurer, président de Spéléo-Secours Suisse, également partie prenante de l'exercice en sa qualité de responsable d'intervention sur place, démontre, exemple concret à la clé, la bonne collaboration avec la police cantonale. Le problème était que la personne recherchée était munie d'une arme à feu. Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour la mission? La police devrait-elle préparer les spéléologues-secouristes à cette situation inhabituelle en procédant à une formation sommaire? Ou un policier devrait-il s'aventurer dans la grotte, un univers qu'il ne connaît pas? « Nous

avons discuté pour déterminer quel était le risque le plus faible », poursuit Andy Scheurer. Il s'est particulièrement réjoui du fait que la discussion se déroule sur un pied d'égalité. « L'exercice a montré que toutes les parties prenantes au sauvetage se respectent et reconnaissent leurs aptitudes, mais aussi leurs limites. Ce point est indispensable pour mener à bien les missions. » Beat Oehler cite une autre règle de base cruciale pour une coopération fructueuse: « Connaître les gens en temps de crise. »

Coopération souhaitée

Il est normal et habituel d'organiser dans toute la Suisse des exercices et des interventions conjointes de Spéléo-Secours et du Secours Alpin, explique Andy Scheurer. En revanche, les scénarios communs avec la police sont moins fréquents. « Cela s'explique notamment parce que nous sommes moins connus des polices cantonales, surtout dans les cantons qui ne disposent pas d'unités alpines. » On se connaît aussi peu parce que les interventions en grottes sont relativement rares. À Saint-Gall, la situation est différente. La coopération a déjà fait ses preuves lors d'une grande opération de sauvetage dans un complexe souterrain, il y a quelques années: « La collaboration s'est très bien passée parce que nous nous connaissions déjà », se souvient Andreas Schwarz.

De telles expériences montrent à quel point les exercices communs sont précieux, explique Andy Scheurer. « Nous recommandons donc à nos colonies régionales de chercher à nouer des contacts avec tous les partenaires de sauvetage et, dans la mesure du possible, de s'entraîner ensemble. Collaborer sur un pied d'égalité et avec une base de confiance est un gage de réussite pour les missions. »



De g. à d.: Andy Scheurer, Beat Oehler, Andreas Schwarz



Anniversaire rond

Que le film commence: « Alarme - Signal de détresse à l'Altibach »



A l'occasion de ses 20 ans, le Secours Alpin Suisse (SAS) offre un aperçu impressionnant d'une opération de sauvetage. Le court métrage captivant « Alarme - Signal de détresse à l'Altibach » peut être visionné depuis octobre sur le site SAS. Les organisateurs du projet racontent sa planification et la tension qui allait de pair ainsi que la joie de le réaliser.

Les secouristes du SAS partent en mission lorsque la zone d'intervention est difficile d'accès. Les accompagner lors d'une opération réelle et capturer leur savoir-faire de près avec une caméra n'est donc pas une mince affaire. Or, le film que propose le SAS pour son anniversaire offre précisément cet aperçu.

Une équipe de tournage assistait à un exercice mené à la station de secours de Sarneraatal (OW). Il s'agissait de filmer quelques scènes pour le film-anniversaire de l'organisation, quand soudain, le signal d'alarme retentit : un problème près de l'Altibach. Les secouristes se mettent en route, l'équipe de tournage les suit. Mais les forces d'intervention ignorent que la prétendue alarme, planifiée de longue date, fait partie de l'exercice. Il en résulte un court métrage captivant sur les performances des secouristes lorsqu'ils mettent leur savoir-faire au service de personnes en détresse.

Le désir de filmer une intervention réelle

Roman Lehmann, directeur et propriétaire de Studio 1, a été impliqué dans le projet dès le début

en tant que producteur et caméraman. Pour lui, il était clair: pour montrer le sauvetage en montagne dans toute sa réalité, il fallait filmer une intervention réelle. Du point de vue de Roger Würsch, responsable de la formation SAS et chef de projet du film, cette vision était difficilement réalisable: « Le concept classique qui implique que l'équipe de tournage attende dans un local de secours pour accompagner des interventions n'est pas facilement réalisable au SAS. » En effet, le volume d'interventions pour une seule station de secours peut être relativement faible et impossible à prévoir. Il aurait donc fallu que l'équipe de tournage reste longtemps dans un local sans avoir la certitude de se trouver un jour au bon endroit au bon moment.



« Le film montre la réalité d'un sauvetage en terrain difficile. »

Roger Würsch, responsable de la Formation SAS



«Nous étions préparés à (presque) toutes les éventualités.»

Roman Lehmann, producteur de Studio 1



Des scènes saisissantes d'une opération de sauvetage

Les forces d'intervention SAS font une démonstration impressionnante de leur savoir-faire.

Une équipe de tournage filme les secouristes de très près sur un terrain hostile. Résultat: un aperçu unique du précieux travail des sauveteuses et sauveteurs en montagne.

 secoursalpin.ch/film



Pour Roger Würsch, la seule possibilité était de créer une fausse mission de toutes pièces. Les simulations sont toutefois, pour la plupart, faciles à identifier lors d'exercices: «Souvent, le dispositif d'entraînement n'est pas assez réaliste ; quelqu'un connaît les figurants, ou ceux-ci ne jouent pas de manière assez convaincante.» La mise en œuvre dépendait donc d'une planification précise des détails et des éventualités.

20 caméras et un secret absolu

Roger Würsch a rapidement élaboré un scénario plausible puis terminé la planification sommaire. Il a déterminé un terrain de manœuvres approprié et pris contact avec le chef des secours de Sarneraatal, la station concernée. Sceptique dans un premier temps, Samuel Ziegler s'est montré prêt à jouer le jeu avec ses équipes sans leur révéler le projet.

Le terrain devait être à la fois exigeant pour l'opération de sauvetage mais accessible pour les cameramen, et répondre à toutes les exigences en termes de sécurité. Corinne Waldmeier, productrice chez Studio 1, s'est chargée de la planification sur le terrain. Après une reconnaissance commune des lieux, Roger Würsch et elle ont élaboré la planification détaillée. «J'ai dû bien réfléchir à ce qui était réalisable, à la main-d'œuvre dont j'avais besoin et au nombre de caméras», se souvient Corinne Waldmeier. Au total, 6 cameramen et 20 caméras ont été mobilisés - notamment les nombreuses actioncams que les secouristes portaient sur eux. Au cours de la planification, l'idée a germé de commenter simultanément la retransmission de l'action en direct dans le car de régie : «Cette perspective nous permet d'expliquer aux spectatrices et aux spectateurs les dessous de l'opération et de situer l'action», explique Corinne Waldmeier.

L'un des défis spécifiques du projet consistait à garder le secret pendant toute sa planification. En effet, il n'y avait qu'une seule chance de filmer une fausse mission.

Et soudain le suspense est à son comble

Le jour J, une vingtaine de secouristes du Sarneraatal se trouvent dans le local de leur station. Les cameramen sont également présents, et tous discutent les derniers détails de l'exercice prévu. C'est alors que l'alarme retentit - un appel d'urgence, et la prétendue intervention réelle commence. Les secouristes se mettent en route, l'équipe de tournage les suit. Le plan fonctionne: les secouristes viennent en aide à deux patientes sur un terrain hostile, filmés au plus près par les caméras.

Et soudain le suspense est à son comble. Les événements prennent une autre tournure que le scénario prévu. Pendant quelques instants, tous les participants en coulisses n'en mènent pas large, mais, coup de chance, l'opération de sauvetage retrouve à temps la trajectoire définie. Elle peut être menée à bien et cet imprévu devient partie intégrale du film.

Corinne Waldmeier, Roman Lehmann et Roger Würsch avaient prévu dès le départ que leur projet risquait d'être découvert. C'est la raison pour laquelle chaque éventualité envisageable avait été



« C'était une expérience émotionnelle intense de suivre les secouristes de si près. »
Corinne Waldmeier, productrice de Studio 1

consignée comme variante dans le scénario. Ainsi parés, ils pourraient réagir immédiatement si nécessaire. Roman Lehmann était le caméraman le plus proche de l'opération sur le terrain: « Si le plan avait été découvert, je serais immédiatement allé vers les secouristes et j'aurais mené des interviews avec eux », explique-t-il. « C'est un reportage, il se nourrit d'impondérables », poursuit-il, résumant la capacité de réaction dont l'équipe de tournage doit faire preuve lors d'un tel projet.

Tout avait été habilement mis en place, mais ils ont aussi eu de la chance. Corinne Waldmeier et Roman Lehmann soulignent la performance d'acteur des participants qui étaient dans le secret: « La moindre déclaration maladroite, et le film n'aurait pas pu être tourné tel quel jusqu'au bout », précise Roman Lehmann. Corinne Waldmeier reste bluffée par la performance des prétendues patientes: « Jouer une personne gravement blessée nécessite de faire preuve de beaucoup de persévérance pour rester convaincant et ne pas abandonner. »

« Chapeau bas ! »

Bien que les simulations d'interventions réelles puissent toujours faire partie d'un exercice, tromper les sauveteurs n'est jamais agréable, souligne Roger Würsch. Si, en plus, ils sont filmés, on se demande comment leur avouer la supercherie. « Oui, j'ai transpiré à grosses gouttes », déclare aussi Roman Lehmann. Les caméras captent les premières réactions de colère, qui se transforment heureusement rapidement en joie face à la performance accomplie. Un succès sur toute la ligne pour Roger Würsch: « Le film montre la réalité d'un sauvetage en terrain difficile. »

Corinne Waldmeier et Roman Lehman gardent un souvenir spécial de ce tournage: « C'était une expérience émotionnelle intense de pouvoir suivre les secouristes de si près. Leur professionnalisme est impressionnant - chapeau bas pour leur performance », déclare Corinne Waldmeier.



Images tirées du film: Les secouristes dégagent deux patientes blessées d'un terrain escarpé et impraticable près de l'Altibach, dans le canton d'Obwald.

Remerciements

Un merci tout particulier aux **sauveteuses et aux sauveteurs de la station de Sarneraatal** qui apparaissent dans le film. Ces secouristes permettent de jeter un coup d'œil en coulisse sur les bénévoles qui sauvent les personnes en détresse dans les montagnes.

Le SAS adresse ses remerciements à **Samuel Ziegler**, chef des secours de la station de Sarneraatal, qui a accepté de tourner le film avec sa station.

L'association félicite également **toute l'équipe du film** pour son travail, **les figurantes** pour leur performance d'actrice ainsi que **tous les autres protagonistes** qui ont participé au court métrage.

Enfin, le SAS remercie les instances supérieures de la **Rega** d'avoir soutenu la réalisation du film.

CISA

Rendez-vous au Far West

Cette année, le congrès de la CISA s'est tenu à Jackson Hole, dans le Wyoming, aux Etats-Unis. Le thème principal était l'utilisation des drones dans le sauvetage en montagne. Après onze ans à la tête de la CISA, Franz Stämpfli a quitté ses fonctions en tant que président.

Le Wyoming, ou «Cowboy State», doit son surnom à l'élevage de bovins et de moutons, qui était autrefois l'activité économique principale de l'Etat et marque aujourd'hui encore le mode de vie de la région. Pour son congrès annuel, la communauté internationale du sauvetage en montagne s'est réunie du 8 au 11 octobre à Jackson Hole, une vallée située à l'ouest de l'Etat. «Tout le monde se promène un chapeau de cow-boy vissé sur la tête et conduit un énorme pick-up», raconte Ralph Näf, directeur du Secrétariat de la CISA. Cette vallée nécessite aussi des opérations de sauvetage en montagne. Elle se situe en grande partie dans le parc national de Grand Teton, du nom de la chaîne de montagnes éponyme, qui fait partie des Rocheuses. Son plus haut sommet, le Grand Teton, culmine à 4199 mètres d'altitude.



Le «Practical Day», la journée pratique qui donne traditionnellement le coup d'envoi du congrès de la CISA, était organisé au Jackson Hole Mountain Resort, une station de ski près de Teton Village. Lors de sa démonstration de sauvetage, l'équipe de Teton County Search & Rescue a évacué deux personnes bloquées sur une via ferrata à l'aide d'un hélicoptère Ecureuil H125. Pour ce faire, elle a utilisé l'élément de liaison LEZARD, également employé par les spécialistes techniques hélicoptère du SAS.

Développements impressionnantes

La journée pratique a mis l'accent sur les drones et les possibilités qu'ils

offrent. «La performance du drone Flycart 30, du fabricant chinois DJI, était impressionnante», raconte Roger Würsch, responsable de la formation SAS. Equipé d'un treuil et d'un crochet, il a pu faire voler une civière ainsi que du matériel supplémentaire jusqu'à un patient. «Les progrès technologiques sont remarquables», résume Roger Würsch.

L'utilisation des drones dans le cadre de missions de sauvetage en montagne a également été au cœur des discussions lors du congrès. Rolf Gisler, coordinateur des drones au SAS, a présenté la stratégie du Secours Alpin Suisse (article page 11). L'approche consistant à s'appuyer principalement sur des drones de partenaires diffère des solutions adoptées par la plupart des autres pays. «Soit on accorde peu d'attention au thème des drones, soit on essaie - avec plus ou moins de succès - de mettre en place son propre département et de l'exploiter», précise Roger Würsch. Le sauvetage en montagne roumain, par exemple, utilise déjà des drones sur l'ensemble de son territoire: du petit engin au drone cargo d'une capacité de transport allant jusqu'à 80 kilogrammes, en passant par des drones de spéléologie et sous-marins.

Au sein de la commission Chiens, Marcel Meier a relaté une intervention dans le cadre de laquelle deux chiens



La délégation SAS au congrès ; de g. à d.: Franz Stämpfli, Roger Würsch, Ralph Näf, Andrea Dotta, Rolf Gisler, Marcel Meier



Franz Stämpfli élu président d'honneur après son retrait de la présidence de la CISA

Gebhard Barbisch succède à Franz Stämpfli

L'Assemblée des délégués de la CISA du 11 octobre a élu son nouveau président. Après deux réélections successives, Franz Stämpfli était arrivé au terme de la durée maximale de son mandat. Gebhard Barbisch, du Bergrettungsdienst autrichien, lui succède. Franz Stämpfli a été élu président d'honneur.

Marcel Meier a été confirmé dans ses fonctions de président de la commission Chiens et reste membre du Comité pour quatre années supplémentaires.

Les prochains congrès de la CISA se tiendront à Innsbruck en Autriche (2026), en Roumanie (2027), puis en Croatie (2028).

d'avalanche ont été amenés par treuil pour des raisons de sécurité. Le SAS est donc en train d'équiper ses chiens de harnais spéciaux. Ceux-ci leur permettent également de descendre en rappel sur des terrains escarpés, et de les guider facilement lors des interventions avec l'hélicoptère.

Nouvelle technologie DVA

Parmi les nouveautés et innovations présentées, le DVA de la marque Nivia, qui s'appuie sur une technologie inédite, est sorti du lot. Il s'oriente sur les signaux GPS. Les recherches ne s'effectuent pas selon les lignes de champ électromagnétique mais en marchant directement vers la personne ensevelie. « Nous allons tester l'appareil pour nous faire notre propre opinion et évaluer son éventuelle valeur ajoutée », précise Roger Würsch.

La Commission Internationale du Sauvetage Alpin a, sous la présidence de Franz Stämpfli, connu des ajustements décisifs. Le nouveau président d'honneur revient sur ces grands changements.

C'est à South Lake Tahoe, aux Etats-Unis, que Franz Stämpfli a été élu président de la CISA le 9 octobre 2014. Onze ans plus tard, c'est de nouveau aux Etats-Unis, à Jackson Hole cette fois, que la communauté mondiale du sauvetage en montagne lui a témoigné sa reconnaissance pour les accomplissements au cours de son mandat en l'élisant président d'honneur. En effet, des ajustements importants ont été engagés dans l'organisation sous sa présidence. Durant cette période, la CISA a également contribué activement à des développements internationaux, renforçant ainsi la liberté d'action des organisations membres au niveau international. Petite rétrospective avec Franz Stämpfli.

Monsieur Stämpfli, vous avez été élu président de la CISA en 2014 comme «non-sauveteur», en tant qu'avocat et ancien président central du Club Alpin Suisse CAS. Comment cela se fait-il?

Franz Stämpfli: A l'époque, la CISA poursuivait divers intérêts qui ne servaient pas uniquement son objectif principal, à savoir les échanges internationaux dans le domaine du sauvetage en montagne. Des efforts visaient notamment à introduire des normes ou à recommander des produits de manière contraignante. Afin de pouvoir participer activement à cet exercice d'équilibre entre le sauvetage en montagne, la politique et l'industrie, nous avons décidé, au sein du SAS, de nous engager davantage et de présenter ma candidature.

Quelles grandes étapes ont jalonné votre mandat?

La priorité a été de réorganiser le Comité afin de nous recentrer sur le cœur de notre activité : le Technical Board se dédie au transfert de connaissances et aux recommandations techniques, l'Executive Board définit la stratégie et la politique. Les assesseurs gèrent quant à eux les membres et sont responsables de l'assurance qualité. La communication aussi s'est développée.

Avez-vous également réussi à canaliser les intérêts politiques et de l'industrie dans le sens du sauvetage en montagne ?

Nous avons révisé les statuts de la CISA afin de sortir des activités de lobbying. Aujourd'hui, les fabricants ne peuvent plus «faire passer» des recommandations contraignantes en leur faveur via les organes de la CISA. En outre, les membres du Comité doivent déclarer leurs liens d'intérêts. Le sauvetage en montagne est souvent organisé sous forme de milice. A ce titre, les secouristes bénévoles ne doivent pas se sentir dépassés par des normes internationales inutiles et des intérêts particuliers.

La CISA est actuellement la plus grande association dans le domaine du sauvetage en montagne. Quelles autres étapes décisives ont mené à ce positionnement ?

Quand j'ai pris la présidence, j'ai visé une croissance mondiale du nombre de membres, avec pour objectif que toutes les organisations soient présentes, dans la mesure du possible. Et nous y sommes parvenus, comme le confirment les chiffres. La stabilité financière comptait également parmi mes objectifs. Là encore, nous y sommes arrivés et avons reconduit tous les contrats avec nos partenaires et sponsors. Je suis heureux de constater qu'au fil des ans, nous avons réussi à faire de la CISA une organisation forte ; ses compétences et ses recommandations sont aujourd'hui à la pointe et reconnues dans l'univers du sauvetage en montagne.

Droit

Approfondir les connaissances et la compréhension mutuelle

Le séminaire international «Les avalanches et le droit», organisé en juin par le WSL Institut pour l'étude de la neige et des avalanches SLF, s'est tenu à Davos. Il s'adressait à la fois à des personnes exposées dans la pratique aux dangers d'avalanches et à des spécialistes en charge des conséquences juridiques de ce type d'accidents. Jürg Schweizer, directeur du SLF, nous en dit plus sur le but et le contenu de la conférence.

Monsieur Schweizer, que vise le WSL Institut pour l'étude de la neige et des avalanches SLF avec ce séminaire «Les avalanches et le droit»?

Jürg Schweizer: Nous l'organisons pour que deux mondes se rencontrent: les protagonistes de la neige et des avalanches, d'une part, et les spécialistes qui gèrent les conséquences juridiques des accidents d'avalanche, d'autre part. Après un accident d'avalanche, ces deux univers entrent en contact, et cette interaction peut entraîner certaines incertitudes. Les praticiennes et praticiens manquent souvent de connaissances juridiques et, côté juristes, tout le monde n'est pas conscient de la complexité pour évaluer le danger d'avalanche et de l'impossibilité d'appliquer des procédures fixes.

Quelles grandes questions juridiques se posent dans le cadre des accidents d'avalanche?

Il s'agit de quatre éventuels délits de négligence – donc de fautes non intentionnelles. Un accident d'avalanche peut déboucher sur un homicide ou des lésions corporelles par négligence. Si une avalanche se déverse sur des routes, voies ferrées ou pistes de ski, on parle de perturbation des transports publics. Dans le cas d'un déclenchement artificiel, il peut y avoir mise en danger par négligence au moyen d'explosifs. Quoiqu'il en soit, il convient de déterminer la responsabilité à la fois pénale et civile. Pour chacun des quatre délits éventuels, le Ministère public doit ouvrir une enquête. Les questions relevant de la responsabilité génèrent souvent des litiges entre les assurances: laquelle doit payer quoi?

En Suisse, les conditions juridiques concernant les avalanches ont-elles changé ces derniers temps?

Non, la loi est restée identique, et la jurisprudence n'a pas changé non plus. Il n'y a donc pas eu d'augmentation de la criminalisation des accidents de montagne. La grande majorité des enquêtes pénales sont classées sans suite.

Les progrès dans l'évaluation des avalanches ont-ils une influence sur l'évaluation juridique d'un accident?

Certains développements comme «Skitourenguru» ou les cartes thématiques sur «White Risk» ont simplifié l'identification des terrains propices aux avalanches. Planifier un itinéraire de cette façon est devenu nettement plus simple et plus fiable. Mais cela n'a pas eu de conséquences juridiques jusqu'à présent. Les exigences en matière d'obligation de diligence raisonnable ne sont pas plus élevées pour autant.

Quelles questions juridiques soulève le déclenchement artificiel d'avalanches?

Un déclenchement artificiel provoque activement un danger. Les responsables de l'opération doivent veiller à ce que personne ne se trouve dans la zone à risque au moment de l'explosion. La grande question: quels efforts convient-il de déployer pour s'assurer qu'il n'y aura pas de blessés? Par bonnes conditions météo, il est relativement facile d'effectuer un survol en hélicoptère pour vérifier. Mais qu'en est-il s'il neige? Un bouclage de la zone suffit-il? Ou faut-il la parcourir pour s'assurer que personne n'est présent? Le droit exige de déployer un effort raisonnable. Or, il n'est pas toujours facile de déterminer ce qu'on entend par raisonnable dans chaque cas spécifique. Pourtant, à ma connaissance, personne n'a jamais été blessé en Suisse par une avalanche déclenchée par explosif; en revanche, on relève parfois des dégâts forestiers ou matériels.



Photo symbole : Champ de test d'avalanche du SLF dans la vallée de la Sionne (VS)

Pour les avalanches mortelles, la police et le Ministère public entrent en jeu. Que font-ils exactement?

Le Ministère public doit immédiatement ouvrir une enquête pénale pour déterminer s'il s'agit d'une négligence par commission ou omission. En règle générale, la police est mandatée par le Ministère public, se rend sur le lieu de l'accident et procède au constat. Elle mène des interrogatoires, demande l'examen médico-légal du corps, saisit éventuellement des téléphones, fait appel à des experts.

Quel rôle jouent les expertises dans ce processus?

Le Ministère public a généralement besoin de l'avis d'un expert pour décider si convient d'engager des poursuites devant le tribunal compétent, de clore l'enquête ou de rendre une ordonnance pénale. Cet avis examine si une personne telle qu'un

guide d'excursion, chef de piste, responsable d'un service d'avalanches, d'un domaine skiable ou d'une remontée mécanique a agi de manière appropriée dans les conditions du moment. Si le comportement est jugé raisonnable, le Ministère public classe l'affaire. Dans le cas d'une accusation et donc d'une affaire judiciaire, des expertises servent à trancher le jugement.

Qui sont ces experts ?

Dans le cas des avalanches, il s'agit souvent de collègues du SLF. Nous disposons d'une équipe de trois personnes pouvant épauler les Ministères publics ou les tribunaux. Les Ministères publics peuvent toutefois choisir librement la personne qu'ils souhaitent mandater, les parties pouvant s'exprimer sur ce choix et les questions à poser ou formuler leurs propres demandes à ce sujet.

Les membres des services de sauvetage en montagne doivent-ils craindre des conséquences civiles ou pénales si'ils commettent une erreur ?

Les secouristes sont en principe soumis aux mêmes règles que les particuliers qui sillonnent les montagnes. Tous doivent se comporter de manière à éviter les accidents. Des erreurs peuvent certes se produire, mais pas des erreurs graves, et elles doivent représenter l'exception absolue. Ainsi, si quelqu'un s'aventure en montagne par un temps hostile et que le risque d'avalanche est considéré comme critique, le tribunal peut conclure que le devoir de diligence n'a pas été respecté s'il se produit un accident. Et cela peut déboucher sur une condamnation. En termes de droit civil, les secouristes sont un peu mieux lotis qu'un simple quidam. Si des victimes d'avalanche ont déclenché la coulée par négligence – ou, selon la terminologie juridique, ont pris un «risque relatif» –, les assurances-accidents peuvent réduire les rentes des survivants. Ce n'est jamais le cas lors d'une opération de sauvetage. En effet, les actes de sauvetage en faveur d'autrui ne sont pas jugés comme des risques, même s'ils en comportent.



Rolf Gisler, coordinateur des drones

Drones

Coopération au lieu d'engins propres à chaque station

Le SAS a décidé de ne pas acheter de drones pour ses stations de secours et de ne pas non plus former les secouristes pour piloter ces engins. Il recommande au lieu de cela de collaborer avec d'autres organisations d'urgence, des entreprises privées ou le coordinateur des drones au SAS.

Conférence «Les avalanches et le droit»

Le séminaire international «Les avalanches et le droit» s'est déroulé au Centre de congrès de Davos du 11 au 13 juin 2025. Quelque 220 personnes y ont participé – dont une trentaine venue des pays voisins. Il s'agissait pour la plupart de responsables de la sécurité et d'experts dans le domaine de la neige et des avalanches: collaborateurs de services d'avalanches, chefs de pistes, guides de montagne, représentants des offices cantonaux et nationaux des dangers naturels, des organisations de sauvetage en montagne, des assurances, ainsi que des membres du groupe d'expertise en cas d'accidents de montagne. Côté spécialistes du droit, l'événement a attiré des juges, des juristes, des représentants des Ministères publics et de la police alpine.

La conférence de cette année était, sous cette forme, la troisième organisée après les éditions de 2005 et de 2015.

Le compte rendu de la conférence peut être téléchargé gratuitement sur le site Internet du SLF (slf.ch/de/publikationen/wsl-berichte).



Jürg Schweizer: Physicien de l'environnement et glaciologue, Jürg Schweizer dirige depuis 2011 le WSL Institut pour l'étude de la neige et des avalanches SLF et son unité de recherche «Avalanches et prévention». Il travaille en tant qu'expert en accidents d'avalanche et enseigne la science de la neige et des avalanches comme professeur titulaire à l'EPF de Zurich.

«C'est fou comme les choses bougent», déclare Rolf Gisler, coordinateur des drones du SAS, à propos de l'évolution technique de ces engins. Ces dernières années, les progrès ont été fulgurants, et l'évolution n'est pas sur le point de s'arrêter. Selon lui, les engins volants sans pilote peuvent aujourd'hui servir à des fins très diverses. Ils peuvent depuis longtemps transporter bien plus que des caméras, ce qui les rend intéressants pour le sauvetage alpin.

Cette évolution rapide signifie toutefois aussi que les appareils deviennent vite obsolètes et qu'il faut les remplacer pour rester à la pointe de la technologie. Ces changements à intervalles réguliers entraînent d'une part des

coûts d'évaluation puis d'acquisition élevés, et d'autre part, un budget lourd en termes de formation car les pilotes doivent alors suivre assez souvent des cours sur les nouveaux drones. De telles formations sont en effet indispensables pour en assurer l'exploitation à un niveau professionnel. Pour les secouristes bénévoles du SAS, ces impératifs sont difficilement gérables. De ce fait, la Direction du SAS a décidé de ne pas doter les stations de leurs propres drones. Elle ne veut pas non plus proposer de formation de pilote. L'idée d'acheter deux ou trois drones par association régionale a également été abandonnée.

Synergies des compétences locales

Autre raison expliquant cette décision: les besoins et les conditions varient largement d'une région à l'autre, explique Rolf Gisler. «On ne rend pas les gens heureux en imposant depuis Zurich comment et avec quels drones les stations doivent travailler.» La piste proposée aux stations de secours recommande de chercher puis d'organiser une coopération locale avec des organisations telles que la police, les sapeurs-pompiers ou la protection civile. Des entreprises qui utilisent des drones, par exemple dans le domaine du cadastre ou de l'agriculture, représentent aussi des partenaires potentiels.

Rolf Gisler sait que certaines stations de secours ont déjà établi différents types de collaboration. Pour celles qui n'ont pas encore conclu de partenariat, il est à leur disposition pour les conseiller et les aider à trouver le partenaire idéal. En effet, un service d'urgence ou une entreprise qui dispose de ses propres drones et de ses pilotes ne signifie aucunement qu'ils ou elles répondent aux exigences du sauvetage en montagne, poursuit Rolf Gisler. «Finalement, les interventions ont souvent lieu dans des conditions météorologiques dans lesquelles un chien ne mettrait pas le nez dehors.» Tous les drones et leurs pilotes ne sont pas aptes à relever ces défis. Rolf Gisler recommande donc aux stations de commencer par me-



Le bon drone au bon moment avec le bon pilote



La flotte SAS à la disposition du coordinateur de drones pour des missions, des tests et des exercices

ner des discussions ou organiser des exercices communs avec les partenaires potentiels. «Comme ça, on voit comment ça marche.» Autre avantage: en cas d'urgence, on sait déjà à qui s'adresser. Le principe «connaître les gens en temps de crise» s'applique également ici.

Au sein du SAS, seul Rolf Gisler, coordinateur des drones, dispose de ses propres engins; il les teste et les évalue en permanence lors d'exercices ou de missions réelles. Les stations qui ne trouvent pas de soutien local en matière de drones ou qui ont des questions sur le sujet en général peuvent le contacter (cf. secoursalpin.ch).

Un grand potentiel

Rolf Gisler souligne que la décision de la Direction du SAS de ne pas acquérir de drones ne représente pas pour autant un veto. «Les stations sont libres de le faire.» Il est toutefois préférable qu'elles disposent d'un expert respectif dans leurs rangs. En effet, si une personne ne travaille avec des drones que lors d'entraînements et d'opérations SAS, elle ne pourra probablement pas développer la routine nécessaire pour en exploiter tout le potentiel. Par ailleurs, le choix du drone n'est pas simple non plus. «Il y a beaucoup d'engins bizarres sur le marché.»

Il insiste également sur le fait que la stratégie du SAS ne signifie pas que la Direction ne croit pas à l'utilité des drones. Au contraire: «Ils sont encore trop peu utilisés.» On n'y pense pas forcément dans le feu de l'action. Selon Rolf Gisler, il faut augmenter la prise de conscience des possibilités offertes par ce moyen auxiliaire. Une meilleure visibilité de la manière dont les drones aident aujourd'hui déjà lors des sauvetages pourrait y contribuer. Le rôle de ces engins est malheureusement encore sous-estimé car on oublie trop souvent de donner des feed-back sur les interventions des drones dans les rapports d'accident. «En conséquence, ils n'apparaissent pas non plus dans l'évaluation ni dans les statistiques, ce qui minimise leur importance.»



Le canyoning, sport estival dans un premier temps, devient une activité pratiquée toute l'année : exercice à l'Äggibach (OW) à la fin de l'automne.

Formation

Un pionnier du sauvetage en canyoning quitte la direction de la formation

Après dix ans passés comme responsable technique canyoning au sein de l'équipe de formation du SAS, Niklaus Kretz passe le flambeau à Simon Bolton. En Suisse, Niklaus Kretz a marqué le sauvetage dans cette discipline depuis la première heure.

Le canyoning, sport d'aventure, fait son apparition en Suisse dans les années 1990, entraînant dans la foulée les premiers accidents, dont certains mortels. En 1999 se produit une véritable catastrophe : 18 touristes et trois guides trouvent la mort dans le Saxetbach, dans l'Oberland bernois.

Niklaus Kretz suit la formation de guide de canyoning à cette époque. En 2000, il participe au premier cours pour sauveteurs

de canyoning organisé par la Commission bernoise des secours en montagne KBBK (aujourd'hui Secours Alpin Bernois ARBE). Ce cours s'est ensuite tenu chaque année jusqu'en 2008 et Niklaus Kretz y était chef de classe dès 2002. Il se souvient de l'intérêt grandissant pour la formation. « Les sauveteuses et les sauveteurs de Suisse orientale nous ont d'abord rejoints, suivis des secouristes du Tessin et de Suisse romande. » En 2009, le

SAS se charge de l'organisation du cours, Niklaus Kretz continuant à apporter ses compétences professionnelles en tant que chef de classe.



A gauche: Niklaus Kretz, à droite: Simon Bolton
En bas: Exercice de sauvetage au printemps 2025

Elaboration du concept de formation

De 2013 à 2015, il contribue au groupe de travail SAS qui développe le concept de formation actuel avec la formation modulaire destinée aux spécialistes techniques. Cette approche prévoit notamment un poste de responsable spécialisé pour chaque discipline de sauvetage. Niklaus Kretz prendra la fonction de responsable technique Canyoning en 2015.

Interrogé sur les principaux jalons de son mandat, il évoque deux points. L'un concerne les opérations en eaux vives. « Nous étions régulièrement mobilisés pour de telles interventions, mais nous n'avions aucune idée de la manière d'agir et de sauver dans le courant. » Les risques dans les rivières sont différents. Il a donc été décidé d'intégrer le sauvetage en eaux vives dans la formation des secouristes en canyoning. Le SAS décroche une reconnaissance Rescue 3 Europe décernée par l'organisation européenne de sauvetage en eaux vives, et Niklaus Kretz suit la formation d'instructeur. Jusqu'en 2021, tous les spécialistes techniques Canyoning du SAS passent le certificat Swiftwater Rescue Technician (SRT).

L'autre événement marquant a été dû au fait que le canyoning se transforme d'une activité d'été à un sport toutes saisons. « Nous avons adapté la formation et ajouté des cours en hiver. » Le SAS a équipé tous les spécialistes techniques de combinaisons étanches qui rendent le travail dans l'eau froide supportable. Un investissement qui vaut la peine, estime Niklaus Kretz: « Nous avons déjà eu deux ou trois cas graves en hiver. Et ce nombre va certainement augmenter. »

Une année de passation palpitante

Le responsable technique du domaine se retirera fin 2025 à cause de son âge. « J'ai 58 ans, dans deux ans, j'atteindrai la limite d'âge pour les spécialistes techniques. Je ne voulais pas attendre la dernière minute, mais trouver un bon successeur à temps. » Et c'est chose faite, en la personne de Simon Bolton. Le chef de la station de secours de Gstaad, âgé de 45 ans, a participé cette année avec Niklaus Kretz aux cours de base et de répétition pour le sauvetage en canyoning, faisant à cette occasion plus ample connaissance avec le SAS. « La passation a été palpitante, j'ai un bon sentiment et hâte de prendre le relais l'année prochaine. »

Simon Bolton est un spécialiste technique Canyoning depuis longtemps. Il a suivi le premier cours de base organisé en 2015 selon le nouveau concept de formation. Ce poste de responsable technique l'intéressait parce qu'il estime que le travail est utile et qu'il aura affaire à « une équipe cool ». « L'équipe est très compétente et solide. » Il connaît personnellement les 44 collègues que compte actuellement le domaine Canyoning. Simon Bolton aime les activités qui impliquent ses nouvelles fonctions. « Dans ma vie profession-

nelle, j'organise beaucoup de choses et j'aime ça. La formation en général m'intéresse. » Guide de montagne, il apporte une grande expérience en la matière. Chef de classe pour le sauvetage Eté et Hiver à l'ARBE, il a également occupé cette fonction pour la formation Avalanche des professeurs de sports de neige.

Développement de la collaboration avec les partenaires

Lorsqu'on interroge le responsable technique sortant et son successeur sur les défis que présente le canyoning, tous deux avancent le même sujet: la collaboration avec des partenaires tels que la police, les sapeurs-pompiers ou la Société suisse de sauvetage (SSS). Simon Bolton a constaté que ces organisations s'intéressent de plus en plus à travailler avec le SAS. La Suisse orientale a montré à quoi ce genre de coopération pouvait mener. Les plongeurs de la police et les nageuses-sauveteuses ainsi que les spécialistes techniques Canyoning y conjuguent leurs forces et sont conjointement mobilisés via l'application Alpine Rescue Mission Control (ARMC). Des efforts similaires sont déployés dans d'autres régions. « Cela va donner beaucoup de travail à mon successeur », déclare Niklaus Kretz.

Il espère que Simon Bolton prendra autant de plaisir à cette tâche que lui. « J'ai adoré occuper cette fonction. » Il a eu beaucoup de liberté dans la conception et l'organisation des formations, et a pu faire bouger les choses. « En donnant mon dernier cours cet été, j'ai ressenti une certaine nostalgie. C'est pourquoi je suis heureux de pouvoir rester encore deux ans en tant que spécialiste technique Canyoning. »



Organisation SAS

Nouvelle orientation du Conseil de fondation du SAS

Le Conseil de fondation réduit son cercle à cinq membres au maximum pour optimiser l'efficacité de sa gestion. La direction de la fondation correspond ainsi à la structure organisationnelle allégée du SAS.

Les deux fondateurs du SAS, le Club Alpin Suisse CAS et la Garde aérienne suisse de sauvetage Rega, ont décidé de réorganiser le Conseil de fondation et de limiter le nombre de huit membres actuellement à cinq personnes au maximum. A partir du 1^{er} janvier 2026, le Conseil de fondation du SAS se composera des membres actuels suivants: Franz Stämpfli en qualité de président, Dr med. Stefan Goerre comme vice-président, Ernst Kohler et Andreas Lüthi en tant que membres. Le poste vacant de-

vrait être pourvu l'année prochaine, de sorte que le Conseil de fondation siégera à cinq. Quant au Prof. Dr med. Roland Albrecht, à Pius Furter, Oliver Flechtnér et Walter Maffioletti, actuellement en fonction, ils quitteront le Conseil de fondation fin 2025.

Roland Albrecht, en sa qualité de médecin-chef de la Rega, restera à la tête de la Médecine SAS (MARS) ainsi que de la formation des spécialistes techniques Médecine. De par cette fonction, le Dr Eliana Köpfli, responsable de la médecine SAS (MARS), lui est directement rattachée dans l'organigramme. Franz Stämpfli remercie, au nom du SAS, les membres sortants du Conseil de fondation pour leur précieux travail ainsi que pour leur engagement, au cours des dernières années, en faveur du sauvetage en montagne. Il constate: «Ensemble,

nous avons pris plusieurs décisions importantes pour le sauvetage alpin et son développement, posant notamment des jalons qui ont considérablement favorisé le progrès numérique. Les optimisations réalisées en termes de mobilisation et d'administration ont permis en premier lieu de prendre en charge les patientes et les patients plus rapidement et plus efficacement.» Par ailleurs, il tient également à mentionner l'extension continue du dispositif de First Responders dans les régions reculées.

En réagenciant le Conseil de fondation, les fondateurs ont posé la première pierre d'une organisation flexible et efficace en cercle restreint, capable de répondre aux évolutions dynamiques du sauvetage en montagne. «Ainsi, la structure correspond à celle du SAS: légère et décentralisée», précise Franz Stämpfli.

Changements relatifs au personnel

Honneurs et présentations

Présidence de l'association régionale du Secours Alpin de Suisse orientale ARO

Armin Grob, en poste jusqu'ici

Armin Grob, 52 ans, a tenu les rênes de l'ARO pendant onze ans, période durant laquelle le sauvetage en montagne a beaucoup évolué, selon lui: adaptation des structures d'organisation et de formation, mise en œuvre de projets de numérisation, création des organisations First Responder Plus dans les deux Appenzell ou mise en place du sauvetage en eaux vives en Suisse orientale - pour ne citer que quelques exemples. «Ces changements ont renforcé la capacité à être prêts aux interventions ainsi que la pérennité de notre organisation», déclare Armin Grob. Il qualifie de très enrichissantes les rencontres avec les spécialistes des organisations partenaires et surtout avec les collègues du sauvetage en montagne. «Ce sont toutes des personnes sur lesquelles on peut compter les yeux fermés: le cœur sur la main, compétentes et engagées.» Armin Grob habite à Vilters, dans l'Oberland saint-gallois. En sa qualité de membre de la station de secours de Pizol, il continuera d'exercer ses activités de responsable d'intervention, de spécialiste technique Canyoning et de secouriste en eaux vives.



Roman Hüppi, nouveau visage

Roman Hüppi se réjouit d'être, depuis mai 2025, à la tête d'une organisation «remarquablement bien positionnée grâce à mon prédécesseur et à mes collègues du comité». L'ARO peut se targuer d'une bonne cohésion, de stations de secours bien rodées et d'un solide réseau avec les partenaires d'intervention. «Il faut absolument maintenir cette situation.» Parmi les points forts de son futur travail, Roman Hüppi mentionne de nouveaux accords de prestations avec les cantons et la numérisation. Il lui tient en outre à cœur de connaître les exigences des secouristes, de prendre au sérieux leurs feed-back et de leur témoigner de l'estime. Roman Hüppi est membre de la station de secours de Pizol depuis trois ans. Il a commencé à sillonna les montagnes dès son plus jeune âge, pratiquant l'escalade, l'alpinisme, le ski de randonnée et la randonnée pédestre. Moniteur J+S de ski de randonnée et d'alpinisme, il a effectué son service militaire en tant que spécialiste de montagne. Agé de 33 ans, l'ingénieur civil ES est propriétaire et directeur d'une PME dans le domaine de la construction.



Point final

Quand Barry devient le héros d'un livre pour enfants, les chiens d'avalanche du SAS démontrent leur savoir-faire

L'histoire du saint-bernard Barry, de l'hospice du Grand-Saint-Bernard, perdure. Cette fois-ci, elle est racontée dans un livre pour enfants joliment illustré. L'autrice s'est prêtée au jeu de la victime, le temps d'un exercice de recherche mené par les successeurs de Barry et des spécialistes techniques du SAS, allant jusqu'à se laisser enfouir dans la neige.

L'histoire de Barry est parue dans la série de livres d'images «Tierische Helden» (Animal Heroes), aux éditions

WooW Books. L'autrice, Jessica Liedtke, y raconte des histoires basées sur des faits réels, comme celle de Barry. La première scène se déroule en 1800, l'année de sa naissance. Nous voyons le chiot renifler les jambes des soldats français qui traversent le Grand-Saint-Bernard avec Napoléon. Il paraît qu'un des généraux voulait l'emmener, mais un soigneur canin a refusé. Grâce à lui, Barry est devenu un sauveteur et un héros national suisse. Jessica Liedtke relate avec une passion ponctuée de détails enthousiastes les faits et les légendes relatifs au plus célèbre des chiens d'avalanche - de ses années d'apprentissage, de la manière dont il retrouvait les randonneurs égarés ou ensevelis et, bien sûr, de la façon dont il a sauvé, seul, un enfant à moitié mort de froid. Kim Amate a illustré l'ouvrage avec ses aquarelles évocatrices.

Jessica Liedtke, Kim Amate (illustrations): Animal Heroes. Comment le saint-bernard Barry est devenu chien de sauvetage. Editions WooW Books, 2024. Disponible en allemand seulement.



Faits concernant le sauvetage cynophile avec des chiens de recherche en avalanche du SAS

En plus de l'histoire et de ses illustrations, le livre retrace une chronologie des faits historiquement prouvés concernant Barry et l'élevage de chiens à l'hospice du Grand-Saint-Bernard. L'autrice raconte en outre comment Michael Nydegger, responsable technique Chiens du SAS, aidé de deux autres spécialistes, l'ont enfouie comme figurante dans la neige, et comment leurs chiens l'ont retrouvée «en un rien de temps». L'ouvrage se termine par une interview de Michael Nydegger sur les chiens de sauvetage, le mode de travail des équipes cynophiles et les raisons pour lesquelles ces derniers sont, aujourd'hui encore, un maillon irremplaçable du secours en montagne.

Merci

Au nom de toutes les instances du SAS, nous remercions les sauveteuses et les sauveteurs de leur précieux engagement. C'est seulement grâce à votre dévouement et à vos connaissances techniques que le SAS peut remplir sa mission: retrouver les personnes en détresse et leur porter secours.

Nous vous souhaitons d'ores et déjà de belles Fêtes, une heureuse année et, surtout, la santé.

La Direction du SAS:
Andres Bardill, Directeur
Andrea Dotta, Responsable des opérations
Roger Würsch, Responsable de la formation